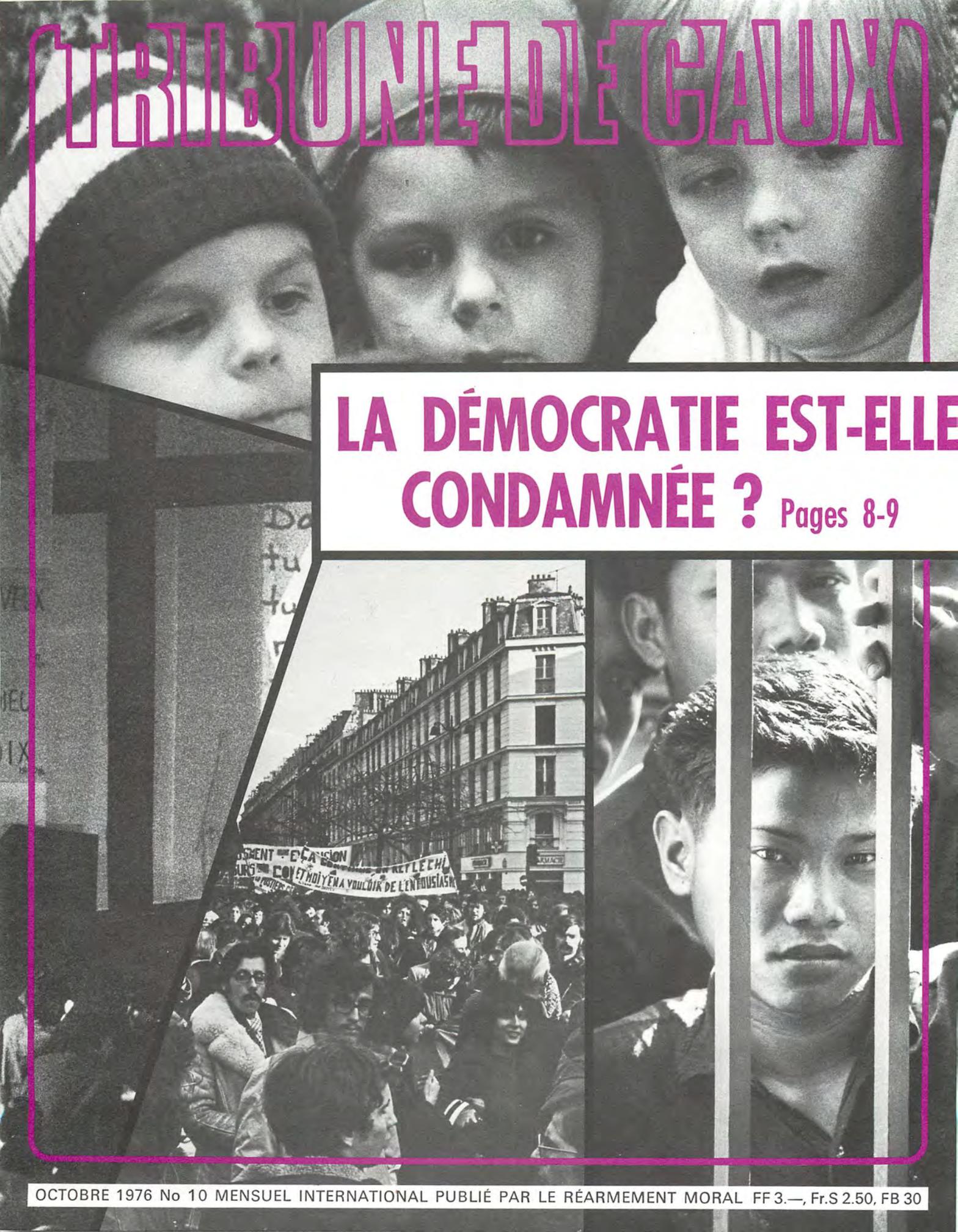


TRIBUNE DE GAUCHE

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE CONDAMNÉE ?

Pages 8-9



Revue mensuelle publiée par le Réarmement moral. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme. L'actualité vue dans cette perspective.

Responsable de la publication : Jean-Jacques Odier. Rédaction et réalisation : Paul-Emile Dentant, Jean-Marc Duckert, Catherine Dickinson-Guisan, Philippe et Lisbeth Lasserre, Danielle Maillefer, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth.
Administration et diffusion : Rose Algrain, Nancy de Barrau, Jean Flaux, Hélène Goley, Marcel Seydoux. Société éditrice : Editions, Théâtre et films de Caux S.A. Imprimerie : Corbaz S.A., Montreux.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros) :

France : FF 40. Suisse : Fr. s. : 24.—. Belgique : \$ 10.—. Autres pays par voie normale : FF 45 ou Fr. s. 30.—. Pays d'outre-mer, par avion : FF 55 ou Fr. s. 32.—. Prix spécial étudiants, lycéens : FF 20 ; Fr. s. 15.— ; FB 200. Verser le montant de l'abonnement : France : à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32.726.49. La Source, Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10 - 253 66, Lausanne, Belgique : au Réarmement moral, 287, rue Salzminnes-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention « abonnement Tribune de Caux »). Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, Québec H3V 2B5. Zone franc d'Afrique : par mandat de 2750 francs CFA (abonnement avion) ou 2250 francs (par voie maritime) à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 PARIS), CCP 32.726.49. La Source, France.

Reproduction des articles autorisée avec mention d'origine



Après Mao

Du vivant de Mao, les Occidentaux, et les Français en premier, ironisaient doucement sur la déification du père de la révolution chinoise, sur la « potion magique » que semble avoir été le contenu du célèbre petit livre rouge.

Mao mort, on l'encense sans retenue, comme s'il était le sauveur de l'humanité.

Certes, ce géant de notre siècle qui a transformé le sort de neuf cents millions d'hommes a tenté le plus grand pari de l'histoire : créer un nouveau type d'homme. Mais, comme l'a souligné un commentateur, il a fallu pour cela recourir au moyen le plus ancien de l'histoire : la coercition, et asservir ainsi la nation la plus nombreuse de la terre à la volonté d'un seul homme.

Or, le plus grand pari de l'histoire n'est-il pas au contraire celui qui consiste à créer le nouveau type d'homme sans coercition d'aucune sorte, mais de l'intérieur, chacun trouvant en lui-même ou au-delà de lui-même la force de changer, d'être et de redevenir chaque jour l'homme nouveau ?

Nul ne sait encore si Mao, dont la succession reste un mystère lourd de menaces, a su s'entourer pour continuer sa tâche de dirigeants qui soient eux-mêmes ce nouveau type d'homme.

Que rate la succession, que s'effondre le système et qu'en sera-t-il de cette gigantesque et nécessaire ambition ?

Couverture : photos CIRIC, CICR, Maillefer; réalisation : Danielle Maillefer.

La création du nouveau type d'homme est et reste le point n° 1 à l'ordre du jour... pour chacun de nous.

Nos responsabilités en Afrique du Sud

A l'heure où nous écrivons ces lignes, un marathon diplomatique est engagé pour arracher l'Afrique australe au gouffre où la folie raciste de quelques hommes et les calculs diaboliques d'autres semblent la précipiter inexorablement.

Mentionnons seulement un aspect du problème dont on parle peu. M. Oppenheimer (le groupe qu'il dirige contrôle

l'industrie du diamant), la Chambre de commerce de Johannesburg, diverses associations d'employeurs d'Afrique du Sud, ont tous demandé au gouvernement d'abroger les lois sur l'apartheid et de reconnaître aux Noirs le droit d'association syndicale. Le gouvernement a fait la sourde oreille. Il semble préférer au silence des étrangers qui contrôlent le 80 % de l'industrie nationale.

Pour infléchir la situation sud-africaine, n'est-ce pas là qu'il faut agir ? et c'est un domaine qui nous touche de plus près.

Que des ouvriers noirs deviennent pour les Blancs de vrais partenaires, groupés en syndicats responsables, et ce serait l'amorce d'un changement non violent qui toucherait au cœur du problème.

Méridien

A TRAVERS CHAMPS

Chardons

par Philippe Schweisguth

Les vaches, c'est bien connu, ressemblent beaucoup aux hommes. Elles ont besoin d'être aimées...

Il faut donc bien les nourrir. Nous avons loué cette année le petit herbage de Jeanne Pottier, derrière sa maison, puisqu'elle est trop âgée maintenant pour l'exploiter elle-même.

A la fin de mars il y avait assez d'herbe et jusqu'au début de juin les bêtes étaient bien. Puis la sécheresse s'est installée, l'herbe a disparu et les seules taches de verdure, çà et là, c'était des chardons et des orties...

J'ai fauché tout ça, envoyé les bêtes à l'abattoir, et nous sommes partis pour Caux.

Au début de septembre je suis retourné voir l'herbage. Un peu d'herbe commençait à repousser par places, mais les chardons, alimentés par leurs profondes racines, avaient monté et fleuri, leurs têtes blanches prêtes à disséminer les graines au moindre vent.

Mélange du meilleur et du pire, les pâtures aussi ressemblent un peu aux hommes. Comme eux, elles ont leurs chardons piquants, profondément enracinés, à couper vite avant que ça ne fleurisse et porte graine.

Le dialogue Nord-Sud : lutte de classes ou coopération ?

Un observateur attentif de la scène internationale a évoqué en ces termes, lors de la session méditerranéenne à Caux, la question des relations dites « Nord-Sud ».

En automne dernier, un bon climat avait prévalu à la septième assemblée générale spéciale des Nations Unies, consacrée à l'élaboration d'un ordre économique international nouveau. On était parvenu à un consensus sur la manière de s'y prendre pour élaborer et mettre en œuvre un régime plus juste. Depuis lors, ce que l'on appelle le dialogue de Paris n'a pas encore débouché sur des conclusions concrètes : six mois après son ouverture, on en est encore à discuter sur l'ordre du jour. Le Tiers-Monde s'impatiente ; il s'est impatienté à la 4^e CNUCED à Nairobi, qui s'est soldée par un demi-échec, ou un demi-succès selon le point de vue auquel on se place. Deux questions capitales figuraient à l'ordre du jour : l'organisation du marché des matières premières et l'endettement des pays en voie de développement. Parce que les pays industrialisés ont fait un petit effort sur la première question, ils ont considéré que c'était un alibi pour ne rien faire sur le problème de l'endettement, et ils se trouvent maintenant avec ce problème non résolu sur les bras.

Il s'agit de savoir si ce fameux ordre économique international nouveau va être construit dans la coopération internationale comme on pouvait l'espérer à New York à l'automne dernier ou s'il va s'édifier dans la lutte des classes entre riches et pauvres, qui pourrait prendre une tournure aussi brutale que la lutte des classes à l'époque industrielle au XIX^e siècle.

Cette lutte des classes serait du reste simplificatrice, parce que quand nous disons « le conflit entre les riches et les pauvres », il faut bien voir qu'il y a des riches et des pauvres dans le nord et des riches et des pauvres dans le sud. L'Union soviétique est relativement riche, et puis, dans le sud, les pays pétroliers sont riches ; il y a en Europe, et même aux Etats-Unis, des pauvres ; on peut dire de toute la frange méridionale de l'Europe qu'elle

est encore en voie de développement et relativement pauvre ; et l'Islande est-elle riche ?

Mais acceptons le défi, car c'est ainsi qu'il est posé par les militants du Tiers-Monde : ce conflit nord-sud est un conflit entre riches et pauvres. Parmi les pays en voie de développement, les radicaux sont en train de penser très sérieusement à une stratégie de remplacement. Au cas où la concertation internationale ne marcherait pas, au cas où le dialogue de Paris serait un échec, au cas où la future assemblée générale, celle du mois d'octobre à New York serait un échec, alors on se tournerait vers une stratégie de remplacement qui serait basée sur la violence, sur la pression. Certains d'entre eux l'ont dit : ils pensent appliquer aux matières premières tropicales ce qui a été appliqué et ce qui a réussi à leur point de vue pour le pétrole.

Deux facteurs de stabilisation

Ce choix entre la coopération internationale et la lutte des classes internationale dépend de deux facteurs. D'abord, de l'équilibre entre modérés et radicaux au sein du Tiers-Monde ; puis de l'attitude des pays industrialisés. Si les pays industrialisés et surtout les principaux d'entre eux, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, se montrent disposés à entrer résolument et sans réserves dans l'élaboration d'un ordre économique international plus juste, alors on peut espérer que la voie de la conciliation l'emportera. Si nous voulons que nos gouvernements s'engagent dans cette voie, il faudra beaucoup de patience. Premièrement, étant donné les difficultés internes de chaque pays, les gouvernements ne peuvent adopter des positions généreuses vis-à-vis du Tiers-Monde qu'avec le soutien de l'opinion publique et des parlements. Or, ce soutien ne se forme que lentement.

Former l'opinion publique

Que peut un simple individu pour cela ? Je pense qu'il doit contribuer à l'information et à la formation de l'opinion publique vis-à-vis de ces questions économiques internationales qui sont, il faut bien le dire, assez complexes et austères. Il s'agit de placer l'opinion publique, les partis, les milieux d'affaires et les parlements devant ce scandale de sommes colossales dépensées pour les armements et des sommes dérisoires, même pas 1 % du produit national brut, qui sont destinées au transfert de richesses, de ressources et de savoir entre le nord développé et le sud sous-développé. Cet effort de transfert de ressources vers le développement serait du reste, il faut l'expliquer aux milieux réfractaires, dans l'intérêt de tous et pas seulement du Tiers-Monde. Car de la situation actuelle peut germer une guerre. « Le développement, a dit le Saint Père, c'est le nouveau nom de la paix. » Eh bien, 1 % du produit national brut, est-ce un prix trop élevé à payer pour la paix ?

Deuxièmement, quand nous nous trouvons face à notre devoir électoral, demandons-nous et demandons aux candidats quelle est leur position, quelle est la position de leur parti sur ces problèmes qui, dans les campagnes électorales, sont trop souvent laissés à l'arrière-plan au profit de problèmes nationaux ou même régionaux, voire locaux.

C'est donc une œuvre qui va prendre beaucoup de temps. Il a bien fallu une génération pour asseoir solidement la conciliation à l'ouest de l'Europe fondée sur le rapprochement franco-allemand ; il faudra peut-être aussi une génération, c'est-à-dire trente ans, pour réconcilier le nord et le sud sur une base de justice. Commençons aujourd'hui.

GRANDE-BRETAGNE : un contrat anti-inflation

Il y a un an, la Grande-Bretagne a connu un taux d'inflation de 26 % ; un grave conflit entre le gouvernement et les syndicats sur la question des prix et des salaires menaçait la vie industrielle du pays, aggravé encore par les effets de la récession mondiale.

Pourtant, en juin 1976, les syndicats décidèrent à une majorité écrasante d'appuyer les propositions faites par le gouvernement pour stopper l'inflation dont la conséquence la plus tangible se traduisait par la diminution du niveau de vie des salariés d'au moins 11 % pendant un an. Il fallait coûte que coûte, par une décision draconienne, stopper la spirale de l'augmentation des revenus et des prix. C'est ainsi que l'automne dernier, les 27 000 ouvriers d'une usine d'automobiles votèrent à l'unanimité une revendication d'une augmentation de salaire qui se limiterait à 25 % du taux d'inflation ; parallèlement, les O.S. de la chaîne de montage avaient entamé des négociations avec la direction en vue d'une augmentation de salaire de 30 %, mais ils décidèrent par solidarité de ramener leur revendication au niveau recommandé par le gouvernement.

Deux hommes d'options différentes

Le renouveau de l'esprit civique est-il la conséquence de la campagne menée au cours des douze derniers mois par des milliers d'ouvriers et de citoyens britanniques qui ont suivi les mots d'ordre lancés par un groupe de syndicalistes et de patrons groupés sous le sigle de « Action 75 » ? Il est certain que ces hommes ont joué leur rôle.

Les principaux animateurs de cette campagne étaient deux hommes d'opinions politiques opposées qui se rencontrèrent pour la première fois au printemps 1975. M. Albert Ingram, d'une part, ouvrier chez British Leyland, l'un des fondateurs, dans les années soixante, du « Mouvement pour la gauche élargie », dont il fut le secrétaire. Il avait mené campagne à l'époque contre le projet de loi du gouvernement travailliste

sur les relations industrielles. Lassé par la stérilité d'une opposition systématique, Ingram s'était mis à la recherche d'un projet de société basé sur le désintéressement. M. David Gent, d'autre part, directeur général adjoint de la Chambre syndicale des constructeurs et vendeurs d'automobiles, était préoccupé de l'attitude de la plupart de ses collègues qui se résignaient, semblait-il, à vivre dans une société contrôlée par l'extrême-gauche. Il était parti au Danemark accomplir un pèlerinage sur la tombe de son père, tué pendant la guerre. Et là, une pensée s'imposa à son esprit : « S'il valait la peine que ton père meure pour la Grande-Bretagne pendant la guerre, ne vaut-il pas la peine maintenant que tu vives pour elle ? »

En rencontrant Albert Ingram et certains de ses collègues ouvriers qui militaient pour des attitudes exemptes d'égoïsme, David Gent prit l'initiative d'organiser plusieurs rencontres avec eux pour rédiger la déclaration d'intention qui servit de base à « Action 75 » et dont on lira le texte ci-contre ; celle-ci portait à l'origine le titre : « Règles fondamentales pour la survie ». Bien qu'appartenant aux milieux patronaux, M. Gent s'identifia totalement à la lutte menée par ses compatriotes syndicalistes. Ensemble ces hommes élaborèrent un plan d'action pour atteindre les dirigeants du pays et gagner l'appui de l'opinion publique, lançant une campagne pour récolter un million de signatures.

Une marée montante

Bientôt, les invitations arrivèrent par centaines pour que les réunions de « Action 75 » se tiennent dans tous les coins du pays. Députés, responsables municipaux, ecclésiastiques, simples citoyens s'y rendirent par dizaines de milliers. Quant aux animateurs, ils ont été continuellement sur la brèche depuis un an. Des personnalités fort connues apportèrent spontanément leur adhésion et leur appui. Citons notamment le champion de course automobile Graham Hill qui mena lui-même campagne avec vigueur jusqu'à la fin de sa



M. Albert Ingram, syndicaliste à Birmingham.

LA DÉCLARATION DE « ACTION 75 »

Nous ne tolérons pas que notre pays subisse un désastre économique. Ce n'est pas seulement à nos dirigeants qu'il appartient d'agir, mais à chacun de nous. Voici comment :

Nous sommes prêts à accepter une stabilisation de notre niveau de vie et à appuyer les efforts du gouvernement visant à briser la spirale de l'augmentation des salaires et des prix.

Nous n'achèterons des marchandises étrangères que lorsque les produits britanniques feront défaut.

Nous croyons que c'est la responsabilité de notre génération et de celles qui nous suivent de veiller au bon emploi de nos ressources minérales, car elles sont irremplaçables. La guerre au gaspillage et à l'égoïsme doit devenir une priorité dans notre vie à tous, au niveau du gouvernement comme à celui des individus.

Nous sommes conscients des forces qui divisent la nation ; il s'agit là d'une des causes principales de nos problèmes. C'est pourquoi nous voulons œuvrer à créer une société où les préjugés, la haine et l'indifférence feront place à la confiance et à la compréhension.

Sachant que les besoins du pays passent avant les nôtres, nous agirons avec résolution pour sauvegarder notre démocratie et le respect de la loi pendant qu'il est encore temps.

vie, tragiquement interrompue dans un accident d'aviation l'hiver dernier. Sa dernière lettre fut pour Albert Ingram. Graham Hill était convaincu que les principes de « Action 75 » étaient ceux dont l'industrie automobile britannique avait besoin et il le dit avec vigueur à l'occasion du banquet du dernier salon de l'automobile écossais.

Citons aussi Douglas Bader, as des pilotes de la RAF pendant la dernière guerre mondiale, qui perdit les deux jambes au combat ; faisant preuve d'un courage remarquable, il se rendit en auto à une grande partie des réunions pour y prendre la parole, que ce soit à Londres, à Brighton ou à Glasgow. « Le danger que nous courons aujourd'hui est aussi grave que celui qui nous menaçait en 1940. Maintenant aussi, notre survie est en jeu », répète-t-il.

« Une année pour le pays »

Un groupe d'étudiants de l'Université d'Oxford s'est aussi rendu à toutes les réunions pour y chanter ou y prendre la parole ; ils se sont donné le nom de « Flying pickets » (les « piquets volants », par analogie avec les piquets de grève).

Des messages d'encouragement et d'appui vinrent bientôt de tous les milieux. Lord Beswick, ministre d'Etat pour l'Industrie, dit de « Action 75 » : « La solution à l'inflation requerra une compréhension beaucoup plus grande de nos responsabilités individuelles face à la société qu'il ne nous est apparu jusqu'à présent. Vos activités vont toutes dans la bonne direction. »

Au cours des prochaines semaines, de nombreuses réunions sont prévues. Le 3 octobre, une réunion anniversaire se tiendra à Londres, pour marquer le départ d'une nouvelle phase de l'action. Si, pendant la première année, celle-ci s'est déroulée sous le slogan : « Une année pour le pays plutôt qu'une année pour soi-même » — phrase extraite d'un discours de Harold Wilson, l'accent sera mis dorénavant sur les restructurations et le changement d'état d'esprit nécessaires. On en reparlera !

Philip Tyndale-Biscoe

PHOTO-MYSTÈRE

Les enfants figurant sur notre photo-mystère parue dans notre numéro d'août étaient des Indiens du Canada. Une seule réponse exacte à notre concours, celle de Mme Ruth Donner, de Neuchâtel, qui a reçu son prix, le livre *Messieurs les Anglais*, de René Dabernat.

U.P.I. Ringier



Ce qui a mis en marche les femmes d'Irlande

Le 10 août dernier, un soldat atteignait d'une balle au cœur le conducteur d'une voiture de l'IRA. Le véhicule fou alla s'écraser contre la grille d'une cour d'école, fauchant trois enfants de 8 ans, 3 ans et 6 semaines, blessant très sérieusement leur mère.

Spectatrice de cette scène atroce, Mme Williams apprit par les nouvelles télévisées que les trois enfants étaient morts. Jusque-là indifférente au conflit qui déchire son pays, Mme Williams eut, dit-elle, « un sursaut de conscience, tout lui devenait insupportable ». « Quittant son fauteuil », elle sortit de chez elle pour frapper à la porte de ses voisins et « savoir vraiment s'il n'y avait pas d'autres femmes qui pensaient comme elle ». Trois dames rédigèrent ainsi une « pétition pour la paix ».

avaient longtemps classés comme irréconciliables, elles étaient 10 000 à se rassembler à l'endroit de la mort des trois enfants.

« Assez de souffrances, assez de morts, nous voulons la paix », disaient ces femmes. Le week-end suivant, elles étaient 20 000 à manifester, modifiant par leur éclatante démonstration d'unité populaire les données politiques du problème irlandais.

Un observateur nous écrit de Belfast : « C'était particulièrement émouvant de voir des sœurs catholiques s'avancer le long de Shanhill Road et serrer les mains des protestantes qui sortaient de leurs maisons pour les accueillir, ces dernières saluant aussi leurs concitoyennes qui venaient du quartier catholique de Falls Road. Il n'y a pas si longtemps que, la rage au cœur, on allait mettre le feu aux demeures les unes des autres.

Saddie Patterson, vétérante des luttes ouvrières et ancien président du Parti travailliste d'Irlande du Nord (voir *Tribune de Caux* N° 7/76) s'adressa à la foule rassemblée à Belfast : « La dernière fois que des femmes catholiques et protestantes ont manifesté ensemble, rappela-t-elle, c'était il y a quarante ans pour réclamer du pain ; aujourd'hui, c'est pour réclamer la paix, comme enfants du même Dieu. »

Porte-à-porte

Munies de crayons, elles allèrent frapper à la porte d'autres voisines. Le lendemain soir, ce n'était pas moins d'une centaine de femmes qui faisaient du porte-à-porte et des milliers d'autres avaient apposé leur signature. Le samedi suivant, venant des districts catholiques et protestants que les autorités

Une des marches les plus impressionnantes eut lieu à Derry, sur le pont qui sépare la ville. Si c'est à Derry qu'ont éclaté les premiers coups de feu de la guerre civile d'Irlande du Nord, c'est aussi là que les premières réformes ont été appliquées. Ainsi, la ville est actuellement administrée par un catholique avec un adjoint protestant, ce qui donne d'excellents résultats sur le plan municipal.

Depuis lors, le mouvement fait boule de neige. Le 19 septembre, 5000 femmes, Irlandaises et Anglaises, se sont réunies dans le port de Liverpool, au pied du monument érigé à la mémoire des marins disparus en

mer, pour « manifester en faveur de la paix en Irlande du Nord, pour l'arrêt des tueries ». Les archevêques anglicans et catholiques de Liverpool s'étaient joints aux manifestantes et prièrent tous deux pour la paix. Des manifestations semblables sont prévues jusqu'à Noël dans les principales villes d'Angleterre et d'Ecosse.

Le président du parlement de la République fédérale d'Allemagne, M^{me} Annemarie Renger, a proposé au Comité chargé d'attribuer le prix Nobel de la Paix que celui-ci soit décerné cette année à ces femmes irlandaises.

P.-E. Dentan

A propos des incidents raciaux de Notting Hill

Après les émeutes qui se sont produites à Notting Hill, le 30 août, à l'occasion d'un carnaval antillais, le *Daily Telegraph* publie l'information que voici : « Conrad Hunte, ancien capitaine adjoint de l'équipe de cricket des West Indies *, qui vit en Angleterre depuis vingt ans, a déclaré à Londres : « Je voudrais m'excuser auprès des Britanniques pour les récents incidents de Notting Hill. Je ne sous-estime pas le désespoir dans lequel vivent tant de mes frères noirs en Angleterre. Je ne sous-estime pas non plus les mauvais traitements que subissent certains de nos compatriotes de la part des Blancs y compris la police. Mais je pense que si nous voulons bénéficier de liberté dans ce pays, nous, de la communauté noire, devons apporter notre appui à la police dans sa mission, qui consiste à faire respecter la loi et l'ordre.

» Personnellement, je respecte la police londonienne et je sais, par expérience, qu'elle s'efforce de mener à bien sa lourde tâche sans discrimination raciale. »

Interviewé par la BBC du Pays de Galles, Conrad Hunte a parlé des efforts qu'il a déployés au cours de ces dernières années en faveur d'une harmonie des rapports entre les races, notamment à Notting Hill à un moment de tension extrême qui avait suivi l'assassinat de Martin Luther King. Interrogé sur son attitude vis-à-vis d'Enoch Powell, considéré comme un champion du racisme, Hunte a répondu : « On ne peut pas répliquer à la haine par la haine. La haine peut être guérie... Des hommes comme Enoch Powell, qui ont un sens de l'histoire, de la destinée, et qui aiment leur pays peuvent

accepter un changement spirituel fondamental. De même que Saul de Tarse a rencontré le Christ sur le chemin de Damas et, devenu Paul, a changé l'histoire, Enoch Powell pourrait rencontrer le Christ sur le chemin de Wolverhampton et changer l'histoire de l'Angleterre. »

A la fin du mois d'août, une rencontre a été organisée dans le centre du Réarmement moral de Tirley Garth, dans le comté de Cheshire, avec pour but de former les

jeunes à vivre dans la société multiraciale qu'est désormais la Grande-Bretagne. L'initiative de cette rencontre revient à M. Hari Shukla, responsable des relations intercommunautaires dans une région du nord-est anglais. Les participants comprenaient notamment des immigrants des Caraïbes, ainsi que de différents pays d'Asie et d'Afrique. Trois d'entre eux avaient été envoyés à Tirley Garth dans le cadre de leur stage de formation pour le programme de création d'emploi du Conseil des relations intercommunautaires. Deux stagiaires de la police du Northumberland étaient également présents. Un des entretiens les plus fructueux s'est déroulé entre un inspecteur de police et un groupe de jeunes noirs.

Une déclaration de M. Hari Shukla a fait l'objet d'une information dans l'hebdomadaire *UK Press Gazette*. S'adressant aux organes de presse, M. Shukla leur avait instamment demandé de ne pas généraliser les cas particuliers dans leurs analyses des questions raciales. M. Shukla a été cité dans ces termes : « En généralisant à l'échelle de toute une communauté l'attitude d'une ou deux personnes, on crée un fossé et cela peut menacer la survie de la Grande-Bretagne en tant que société multiraciale. Les journalistes peuvent encourager les gens à travailler ensemble et à se traiter en êtres humains, quelle que soit la couleur de leur peau. »

* Fédération des Antilles de langue anglaise

Vous qui êtes honnête avec le fisc...

Au début de l'année prochaine, au moment où chaque citoyen devra remplir sa déclaration de revenus, la Tribune de Caux se propose de publier une enquête sur l'honnêteté fiscale. Alors que nos gouvernements recherchent des moyens, nouveaux ou anciens, pour combattre l'inflation, il nous paraît opportun d'aborder ce sujet important et de faire connaître les expériences positives de ceux que leur conviction pousse à respecter l'honnêteté vis-à-vis du fisc. Nous avons pour cela besoin de la collaboration de nos lecteurs et suggérons à chacun de ceux qui le désirent de nous envoyer leur témoignage en répondant aux questions ci-dessous. Les réponses devraient être envoyées à l'une ou l'autre de nos adresses avant le 10 décembre 1976.

La rédaction

1. Comment et dans quelles circonstances avez-vous été amené à appliquer l'honnêteté fiscale ?
2. Quelles répercussions cela a-t-il eu sur votre vie personnelle, sur votre vie de famille, sur vos affaires ?
3. Quelle a été la réaction des autorités fiscales, de vos collègues, de votre entourage ?
4. Quel témoignage cela vous a-t-il conduit à apporter ?
5. Croyez-vous possible, en 1976-1977, d'appliquer l'honnêteté fiscale ? Que diriez-vous dans ce sens à un commerçant, à un industriel, à un homme exerçant une profession libérale, à un salarié ?

Un journaliste indien doit sans doute ressentir plus profondément que quiconque les assauts que subit la démocratie dans le monde à l'heure actuelle. C'est pourquoi nous tenons à reproduire ici les craintes et convictions exprimées à Caux le 1^{er} septembre par Russi Lala, qui séjourne actuellement en Angleterre après avoir dirigé pendant dix ans l'hebdomadaire Himmat, publié à Bombay.



LA DÉMOCRATIE EST-ELLE CONDAMNÉE ?

Les trente dernières années de l'histoire mondiale ont été marquées par l'accession à la souveraineté d'une centaine de nations nouvelles. Parmi elles, peu nombreuses sont celles qui soient demeurées des démocraties. On peut en compter tout au plus une dizaine aujourd'hui. Pourquoi la démocratie s'est-elle effondrée dans ces pays ? La réponse à cette question fournira peut-être d'utiles leçons à l'Europe et à l'Amérique où se trouvent aujourd'hui la plupart des régimes démocratiques.

Considérons d'abord la démocratie du point de vue politique. Elle risque de sombrer si le système est trop rigide, si les réformes électorales ne se font pas en temps voulu, si l'on ne prend pas en considération les minorités, et si celles-ci rejettent la règle de la majorité.

Puis il y a le point de vue économique et social. Par exemple, un rythme d'inflation dépassant 10 % par an provoque inévitablement, à long terme, l'effondrement des structures politiques de la démocratie. C'est ce qui s'est produit en Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale. Sur le plan social, tout l'édifice politique risque de s'écrouler si une minorité raciale — Indiens en Amérique, Lapons en Suède, etc. — ne trouve chez les dirigeants une oreille attentive à ses aspirations.

Mais l'aspect de la démocratie sur lequel il vaut la peine de s'étendre est l'aspect moral. C'est pourquoi il est nécessaire de se demander quel est le fondement de la démocratie, quelle est la substance dont elle est faite.

Le fondement de la dictature, c'est l'arrogance d'un homme — ou d'un groupe d'hommes — qui croit disposer d'une sagesse supérieure lui permettant de diriger ses semblables.

Le fondement de la démocratie, c'est le respect de la dignité humaine, dans la croyance que l'homme est fait à l'image de Dieu. Ce qui justifie l'existence de l'*habeas corpus*. Supprimez l'*habeas corpus* (le droit

de l'individu à comparaître devant un magistrat aussitôt après son arrestation) et vous supprimez la démocratie du jour au lendemain. Tout le reste peut être alors manipulé. Si vous jetez un homme en prison sans le traduire en justice pour lui expliquer les raisons de son incarcération, vous manipulerez également la liberté de presse, le mécanisme parlementaire et même l'appareil judiciaire. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit récemment dans certains pays asiatiques.

Dans son ouvrage *Les démocraties modernes* Lord Bryce a insisté sur l'importance des sanctions morales sans lesquelles aucun gouvernement libre n'a jamais pu survivre et prospérer.

« Car c'est grâce au respect des forces invisibles et éternelles qui imposent ces sanctions morales que les forces du mal ont été — imparfaitement il est vrai — tenues en échec et que l'édifice social a gardé sa cohésion. »

Corruption et dictature

De son côté, l'écrivain Arthur Bryant a défini dans les termes suivants ce qu'il estime être le fondement de la démocratie : « L'état naturel de la société humaine, écrit-il, c'est l'anarchie ou le despotisme. Mais c'est des enseignements du Christ que s'est dégagée la notion supérieure d'amour en tant que force créatrice. » Certes, tout n'a pas été parfait et, pour ce qui est de l'Europe, il faut souligner qu'elle bénéficie d'une expérience démocratique vieille de quatre ou cinq siècles. Ce n'est pas par accident que la démocratie a survécu principalement dans des pays de tradition chrétienne.

Si le fondement de la démocratie c'est la foi et le caractère sacré de l'homme, il en résulte, et ce sont là les fruits de la liberté, la possibilité pour l'individu de

faire ce qu'il veut à l'intérieur de certaines limites. Or, une des menaces qui pèsent sur la démocratie vient du fait qu'un grand nombre de gens en veulent les bienfaits, mais en rejettent le fondement. Nulle société ne peut subsister très longtemps dès le moment où les hommes qui la composent veulent s'emparer des fruits de l'arbre de la démocratie après en avoir coupé les racines. C'est pourtant ce qui se passe dans les pays en développement, comme l'illustre l'exemple de la corruption. N'allez pas croire que la corruption soit une affaire personnelle et regardez plutôt ce qui s'est passé dans ces pays : la corruption s'établit, l'opinion publique réagit, des troubles éclatent. Or, le ou les dirigeants savent que la corruption existe, même s'ils n'y sont pas mêlés personnellement. En dernière analyse, leur refus d'agir mettra leur pouvoir en péril. Il ne leur reste plus qu'à combattre la corruption ou à faire taire l'opposition.

L'affaire Watergate, qui a été réglée, était un cas typique : le chef d'Etat est parti ; le système démocratique américain est resté. Dans certains pays d'Asie et d'Afrique, les dirigeants sont restés et c'est le système démocratique qui a été rejeté. Il y a même un ou deux pays qui sont régis par ce qu'on pourrait appeler une dictature élue, les dirigeants ayant été nommés démocratiquement puis s'étant convertis à la dictature. C'est là un danger qui menace même la Grande-Bretagne. Si le chaos économique avait persisté, si l'inflation n'avait pas été freinée comme cela s'est fait fort heureusement depuis l'an passé, le gouvernement élu se serait trouvé dans l'obligation de recourir à des procédés dictatoriaux.

Dès le moment où un dirigeant décide de frapper un grand coup, on est étonné de voir avec quelle rapidité la démocratie se transforme en dictature. Le peuple est privé de l'*habeas corpus* et de la liberté de presse. Il n'est même pas nécessaire de dissoudre le Parlement : il suffit d'exercer un contrôle sur la façon dont il est rendu compte de ses travaux, un censeur est là pour trier les informations qui passent. Le contact entre le Parlement et le peuple est aussitôt interrompu. Quant au pouvoir judiciaire, si les menaces ne le font pas taire, il est toujours possible d'abolir les articles de la constitution garantissant son indépendance.

L'Occident menacé

Car une presse libre, un système parlementaire efficace et un pouvoir judiciaire indépendant sont les trois remparts de la démocratie. Prendre des libertés avec l'un ou l'autre d'entre eux, quelle qu'en soit la raison, comporte de graves risques.

Un mot encore sur la démocratie occidentale. Le système démocratique repose sur le choix entre le bien et le mal. Or, la « société permissive », c'est le choix délibéré du mal. Le grand danger qui menace l'Europe, c'est ce laisser-aller qui sape les énergies nécessaires à la survie de la liberté. Prenant la parole

récemment devant une cinquantaine d'étudiants allemands, je leur ai posé la question suivante : « Combien d'entre vous êtes fiers de l'héritage de l'Europe ? » Aucune main ne se leva. Puis, quatre ou cinq personnes plus âgées ayant levé la main, les autres les suivirent timidement, se sentant sans doute poussés par quelque obligation. A la suite de quoi une jeune fille commenta avec colère : « Qu'est-ce qu'il lui prend de nous parler de l'héritage de l'Europe ? Il n'y a rien de bon là-dedans. »

L'aliénation totale d'une génération à l'égard d'un tel héritage équivaut au déclenchement d'un signal d'alarme. Ce qu'explique peut-être la réponse que j'ai reçue à ma deuxième question : « Pourquoi, chez des Européens aisés comme les Allemands, y a-t-il des sections de la société qui se tournent vers le terrorisme ? » On me répondit que c'était à cause de l'effondrement de la vie de famille. Ce qui est vrai : brisez la cellule familiale et vous brisez une nation.

Les illusions de la démocratie

Une illusion largement répandue de nos jours est celle qui consiste à dire que la démocratie est valable pour les pays occidentaux prospères, mais qu'elle ne l'est pas pour les masses d'Asie et d'Afrique. Voilà une façon bien arrogante de traiter les gens. Ce n'est pas la pauvreté qui empêche la démocratie de fonctionner, c'est l'absence de toute force de caractère.

Bien plus, dans les pays d'Asie et d'Afrique, ce ne sont pas les pauvres qui détruisent la démocratie, mais ce sont les représentants de l'élite de ces pays : leur égoïsme, leur carriérisme, leur amour des richesses et la faiblesse de leur caractère. Pour un homme qui s'érige en dictateur, vous avez cinquante adulateurs qui se pressent autour de lui sans jamais avoir le cran de défendre leurs propres convictions. Alors meurt dans ces nations la démocratie naissante.

La deuxième illusion consiste à dire que le pain compte plus que la liberté. C'est en invoquant cet argument que Jean-Paul Sartre a justifié un jour la tyrannie stalinienne. En réalité Staline n'a su donner à son peuple ni le pain ni la liberté. Sous sa botte on mourait de faim. Privé de liberté, le peuple ne pouvait pas demander de pain. Il fallait le mendier.

En réponse à la troisième illusion, celle qui fait croire aux Occidentaux qu'ils pourraient se passer de l'Afrique et de l'Asie (avec lesquelles seul le commerce compterait) et qu'ils pourraient bien se suffire à eux-mêmes, je citerai des paroles célèbres prononcées à ce sujet par Abraham Lincoln lors de la guerre civile américaine : « Durant de longues années nous avons été préservés. Nous avons connu la paix et la prospérité. Nous avons crû en nombre, en richesse et en puissance comme nulle autre nation. Mais nous avons oublié Dieu. Intoxiqués par un succès continu, nous avons cru pouvoir nous suffire à nous-mêmes et nous n'avons plus senti le besoin de rédemption ; nous avons été trop fiers pour prier le Dieu qui nous a créés. »

Industrie : terrain d'affrontement ou société vivante ?

Nul domaine de la vie n'a peut-être autant besoin d'un changement de l'homme, d'un franchissement des horizons, que l'industrie. Aussi, lorsqu'on tente de relater ici une rencontre industrielle qui s'est tenue à Caux sur le thème « Industrie : terrain d'affrontement ou société vivante », devrait-on disposer d'un matériel de qualité. Mais le changement des hommes, justement, ne se mesure pas immédiatement en francs ni en pourcentages. Tous ceux qui ont vécu ces jours de fin août-début septembre à Caux peuvent en témoigner : le changement se reconnaît à une parole qui étonne, venant de telle ou telle personne ; à une rencontre qui, ailleurs, aurait été impensable ; au recul que l'on peut prendre par rapport à l'événement ; au fait qu'épouse et enfants accompagnaient certains des participants et que dans une réunion plénière on se sentait la liberté de parler de questions familiales comme de l'inflation, de découvertes spirituelles comme des rapports sociaux. Si l'entrepreneur lucernois Gottfried Anliker peut insister sur la valeur de l'écoute de Dieu, c'est que, pour lui, cette boussole intérieure est un instrument essentiel pour la vie industrielle, un remède à la peur qui tenaille si souvent les chefs d'entreprise et, comme il l'a lui-même expérimenté, un avertisseur qui l'a empêché à plusieurs reprises de commettre de graves erreurs.

On pouvait discerner dans la rencontre industrielle trois étapes. La première est la connaissance du monde dans lequel nous vivons. C'est dans cet esprit que deux membres du club de Rome, les professeurs italiens Umberto Colombo et Lanzavecchia, de

la Montedison, avaient été invités à venir exposer les premières conclusions d'un nouveau rapport portant sur la question des matières premières, qui doit être publié dans quelques mois. Comme l'a souligné le professeur Colombo, « tout dépend de la capacité qu'aura notre société de procéder à un réarmement moral, condition préalable nécessaire d'un gigantesque effort que l'humanité devra fournir pour survivre et poursuivre son développement dans les siècles à venir. »¹

Abandonner la défensive

Abandonner le camp retranché des points de vue sectoriels a été un second volet de la rencontre. Deux industriels allemands, Karl et Friedrich Schock, abordèrent la question du rôle des chefs d'entreprise à l'ère des idéologies. « Si nous ne pensons qu'à défendre notre position de patron, a déclaré notamment M. Friedrich Schock, nous pourrions tout aussi bien aller faire nos valises. Que cette espèce survive à la surface de la terre n'est pas ma préoccupation première. Ce qui me tient à cœur — et c'est la seule voie possible face au marxisme et au néomarxisme — c'est que la démocratie soit vécue de telle façon que soient respectées et la liberté et la dignité de l'homme. »

Les deux frères Schock donnèrent également lecture de deux messages adressés à la conférence, l'un émanant du chancelier Schmidt, l'autre d'un des dirigeants nationaux du DGB, la Fédération des syndicats allemands. Dans son message, le chancelier

fédéral exprimait son appréciation de ce que le travail de Caux « permette l'amélioration des conditions qui commandent les décisions à prendre dans les domaines monétaires et économiques. Si les industriels et les hommes politiques veillent au respect des valeurs morales, ils n'ont plus aucune raison d'être la proie de la résignation. »

Porte-parole de l'importante délégation norvégienne venue à cette rencontre, M. Onar Onarheim, président de l'Association des industriels de Norvège, devait souligner dans son intervention les effets contraires que le progrès technique risquait d'avoir sur le bien-être de la société et le besoin, pour les chefs d'entreprise, de se préoccuper de la qualité de vie autant que du niveau de vie des hommes. « Notre survie, conclut-il, dépend du renforcement des valeurs éthiques et religieuses dont nous sommes les héritiers. Cette tâche doit figurer en tête de la liste des priorités de tout employeur. »

Les participants ont pu également profiter de contacts personnels dépourvus de tout for-



Azzopardi



En haut à droite :
M. Onar Onarheim,
patron des patrons
norvégiens.
A g. : M. Frederik
Philips, président
du Comité de sur-
veillance des In-
dustries Philips,
avec le professeur
Colombo.
A d. : le député
français Mesmin
s'entretient avec
M. Alois Mock,
« ombudsman » du
Gouvernement
autrichien et
ancien ministre.



Azzopardi

Trentième anniversaire

malisme avec des personnalités venues de plusieurs des points chauds du globe (Noirs et Blancs d'Afrique australe, journalistes ou étudiants d'Asie du Sud-Est, ouvriers d'Amérique latine). Nombreux ont été les échanges privés entre partenaires que séparent trop facilement ailleurs la table de conférence ou la rigidité de négociations officielles. « J'ai plus appris ici en cinq jours que durant ma vie entière », a commenté le syndicaliste nigérian A. Diali, représentant des employés de banque et de compagnies d'assurance, qui avait particulièrement apprécié de pouvoir s'entretenir à cœur ouvert avec des employeurs de son pays.

Dans l'actualité

Se donner les moyens d'une action pratique a formé le troisième volet de la session.

Les syndicalistes britanniques présents (aux côtés de collègues suédois, allemands, français, nigériens, etc.) ont suscité un intérêt très vif dans leur auditoire en racontant la lutte qu'ils menaient depuis plus d'un an pour freiner l'inflation dans leur pays (voir page 5).

Les problèmes de l'actualité furent naturellement abordés tant en session plénière que dans les groupes de discussion. A la suggestion de M. Jean Rey, président du Mouvement européen, le problème de l'inflation fut débattu dans le groupe de discussion d'expression française. « L'inflation n'est pas seulement un problème économique ; pour y remédier il faut faire un choix moral avant de faire un choix politique », conclurent les membres de ce groupe.

Les dates de la prochaine rencontre industrielle de Caux ont été annoncées : du 31 août au 5 septembre 1977. Elle sera placée sous le thème d'ensemble des sessions de Caux : « Les hommes doivent choisir ».

« Les hommes doivent choisir entre le cancer de l'inflation, la corruption de l'establishment, la révolte anarchique ou l'autodiscipline de critères moraux absolus, a déclaré M. Michel Sentis, de Paris, un des organisateurs. Les hommes doivent choisir entre leurs objectifs égoïstes et les besoins de l'humanité, entre une guerre des classes à l'échelle planétaire et une redistribution juste des chances pour chacun, entre leurs appétits matériels et la croissance morale et spirituelle. »

Une grande réception a eu lieu à Mountain House, le 20 août, pour marquer le 30^e anniversaire du Centre de conférences du Réarmement moral. On remarquait la présence des autorités locales, notamment de MM. Jean-Jacques Cevey, syndic de Montreux et conseiller national, Roger Bornand, président du Conseil communal de Montreux, Jacques Chamot, premier vice-président du Grand Conseil du canton de Vaud, et de bien d'autres personnalités de la région.

S'exprimant en leur nom, M. Cevey se félicita de ce que par Caux, la Suisse manifestait une fois de plus son désir de tendre la main à l'étranger, « non pas pour recevoir quelque chose, mais pour donner. Bon anniversaire au Réarmement moral, conclut-il ; qu'il se sente chez lui, dans cette commune de Montreux qui est fière de pouvoir fêter avec lui tant d'années de persévérance et de réussite. »

On entendit également le pasteur Jean Piguet, qui tint à rappeler que Caux s'inscrivait dans la meilleure tradition du tourisme. « N'était-ce pas Thomas Cook, rappela-t-il, qui déjà à son époque, se préoccupait non seulement de l'organisation matérielle des loisirs, mais du renouvellement intérieur qui devait accompagner ceux-ci ? » S'exprimant en tant que pasteur vaudois « toujours surpris du nombre de personnes qui, dans ce canton, ont reçu une fois ou l'autre quelque chose de l'esprit de Caux », il se réjouit de ce que le chrétien y trouve « la perspective et la dimension mondiale de son espérance ».

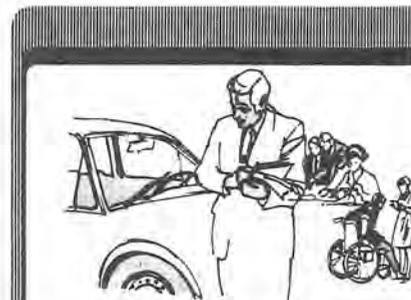
Le lendemain de cette réception, M. Max Schoch, théologien et écrivain de Suisse alémanique, prit la parole lors d'une session placée sous le thème « Vers une démocratie plus crédible ». Nous citons ci-dessous quelques extraits de son intervention.

La notion de démocratie sous-entend l'existence d'hommes réellement adultes, d'hommes qui ne se laissent pas manipuler. Il est absolument essentiel, au contraire, qu'ils s'en tiennent à leur cause, à leurs convictions, à leurs espoirs, à leurs attentes. C'est à la mesure de tels hommes qu'est taillée la démocratie. Aujourd'hui tout comme dans les années d'avant-guerre, lorsque menaçaient les totalitarismes, nous courons à nouveau le danger de la fascination : fascination des lois et des données de l'économie, fascination de la toute-puissance des faits économiques. On en est réduit à dire : « L'homme ne peut pas faire autre-

ment. Ainsi en ont décidé les lois économiques. » C'est aussi la fascination de l'histoire, telle qu'elle s'écrit en Afrique et en Asie et même chez nous, et qui nous fait dire : « Il fallait qu'il en soit ainsi car l'avenir appartient à tel ou tel nationalisme, à telle ou telle race. »

Celui qui renonce à respecter les valeurs morales absolues, celui qui, en régime démocratique, dit que les choses sont ainsi, doit être ainsi, que l'on est contraint par les forces de l'histoire, celui-ci s'est engagé sur la voie du néant. Il a sacrifié la personne humaine. Pour lui, ce n'est plus la personnalité qui compte, mais seules les forces de l'histoire, la toute-puissance des lois économiques.

C'est ici que l'on voit, comme il y a vingt, trente ou quarante ans, l'immense signification de l'enseignement de Frank Buchman, à savoir qu'il existe une puissance permettant la victoire sur la fascination qu'exercent les forces historiques. Cette puissance, c'est Dieu et son Esprit, l'homme quand il écoute et obéit. Il ne faut pas qu'abdique la personne humaine en tant qu'être capable de décision. La démocratie vivra si cette avenue-là demeure ouverte.



Toujours près de vous.
Même à l'étranger !

winterthur
assurances

«Winterthur»
Société Suisse d'Assurances
General Guisan-Strasse 40
8401 Winterthur

¹ Le professeur Colombo est directeur de la division Recherche et Développement de la société Montedison, à Milan. De larges extraits du texte de son exposé seront reproduits prochainement dans la Tribune de Caux.

Rhodésie :

« Avant qu'il ne soit trop tard... »

Au moment où leur pays traverse une phase décisive de son histoire, quatorze Rhodésiens, blancs et noirs, ont participé en août aux rencontres de Caux. Nous rendons compte ici de leur séjour, en citant quelques-unes de leurs interventions publiques.

Un dirigeant de la jeunesse noire de Rhodésie, Abson Kumbawa, a lancé un appel au combat, mais « pas celui du fusil », précise-t-il. Il estime que la Rhodésie risque de devenir un lac de sang si le changement nécessaire n'intervient pas. « Ceux qui parlent de répandre le sang pensent au sang des autres ».

Rappelant qu'un Noir comme lui n'avait pas le droit de vote, Kumbawa, qui est directeur de la jeunesse de l'Eglise méthodiste, a déclaré : « Il y a des gens pour dire que nous n'avons aucun rôle à jouer dans notre pays, mais nous sommes placés devant un grand défi. La véritable guerre se déroule dans le cœur des hommes. Nous devons nous donner pour but de changer les hommes intérieurement. » Il a ajouté que les délégués rhodésiens repartaient de Caux résolus à prendre une position commune, à se rendre dans les centres de tension du pays pour « rencontrer des hommes qui sont pris dans le filet de la peur, de l'envie, de la haine et de la rancœur » et pour s'attaquer à l'immoralité, au chômage, à la concussion et au marché noir.

« Nous savons l'opposition que nous rencontrerons, a-t-il déclaré. Le temps ne travaille pas pour nous. Si nous échouons, quelqu'un donnera la parole au fusil. La haine et l'amertume se répandront et marqueront notre histoire à jamais. Tout le monde a besoin de changer, dans notre pays, avant qu'il ne soit trop tard. »

M. Kumbawa a demandé l'aide des autres pays dans cette tâche et il a affirmé que toutes les personnes qui, obéissant à la voix de Dieu dans leur cœur, viendraient en Rhodésie, seraient les bienvenues.

Prise de conscience chez les Blancs

M^{me} Geoffrey Blore, de la ville de Que Que, a affirmé qu'elle s'engageait à travailler avec les Noirs pour le Réarmement moral et à parcourir le pays dans cet esprit si cela s'avère nécessaire. M^{me} Blore, dont le mari est directeur général adjoint de la société Union Carbide en Rhodésie, s'est excusée auprès des Rhodésiens noirs présents à Caux

pour « l'attitude de négligence et d'apathie qui a causé tant d'amertume dans notre pays ».

Un professeur blanc, M. Desmond Reader, titulaire de la chaire de sociologie à l'Université de Rhodésie, a exprimé l'opinion qu'il y avait dans les négociations à venir une plus grande marge de manœuvre qu'on ne le penserait à la lecture des journaux. Mais les Blancs de Rhodésie, à son avis, doivent comprendre « la profonde blessure que ressent l'homme noir lorsqu'il est rejeté de sa propre société ».

L'Université de Rhodésie, selon M. Rea-

Quelques-uns des délégués rhodésiens.



der, est totalement multiraciale mais, à cause de l'attitude de Blancs comme lui-même, n'a pas tiré parti de toutes les possibilités qui sont les siennes. « Je ne faisais aucun effort réel pour connaître mes collègues africains », a-t-il précisé.

Il s'était excusé de son comportement auprès d'un collègue noir dans sa propre faculté. Depuis, conjointement avec ce collègue, il avait organisé une série de dîners entre dirigeants noirs et blancs qui « se rencontraient pour la première fois en société alors qu'habituellement ils s'injuriaient mutuellement ».

Un membre du Comité exécutif du Congrès national africain (Aile Muzorewa) qui a été arrêté, emprisonné pendant trois mois et torturé, a déclaré : « Ce n'est pas mon incarcération qui m'a changé. Mais Dieu, Lui, m'a changé. »

Ce militant rhodésien, dont nous taisons le nom par prudence, disait des Blancs : « Je rêvais de les chasser du pays. » Sa haine a maintenant fondu. « La Rhodésie a besoin

de Blancs et de Noirs qui s'inspireront des valeurs établies par Dieu. » Toujours selon ce militant noir, la Rhodésie, comme d'ailleurs le Congrès national africain, a besoin d'hommes dirigés par Dieu pour résoudre ses problèmes. « Je veux engager ma vie, a-t-il ajouté, pour devenir un combattant de la liberté afin d'introduire des critères moraux absolus dans la vie de mon pays. »

M. Stephen Haisad, secrétaire de la section d'Oxford du même Congrès national africain (Aile Muzorewa), a évoqué le type de changement qu'il voulait pour la Rhodésie et qui « pourrait mettre fin aux rapports de maître à serviteur, causes de peur et de tension ». M. Haisad a remarqué qu'on considérait aujourd'hui comme son devoir de faire preuve d'une allégeance dépourvue de tout sens critique à l'égard de sa propre race. Lorsque les Blancs parlent du chan-

gement nécessaire, ils veulent dire que « les Noirs doivent s'aligner à la politique des Blancs ». Lorsque les Noirs parlent du changement, ils sous-entendent « capitulation complète des Blancs pour les rênes du pouvoir ».

« Mais beaucoup de mes compatriotes seront d'accord avec moi pour dire que cela — l'élimination d'une race par l'autre — n'est pas le changement qu'il nous faut. Nous voulons un changement qui amène les hommes à s'accepter les uns les autres et à comprendre qu'il y a de la place pour toutes les races. »

« Blancs et Noirs peuvent vivre ensemble dans le bonheur en frères et sœurs, non en supérieurs et inférieurs, se jugeant à leur force d'âme et non à leur couleur. »

M. Haisad a conclu en constatant qu'il était de mode à l'heure actuelle d'appuyer et de propager une philosophie marxiste. « Mais, a-t-il ajouté, j'ai pris la décision « terrifiante » de m'engager à suivre la voix intérieure et à chercher l'inspiration divine. »

Autour du monde avec le Réarmement moral

Dans l'industrie indienne

La *Tribune de Caux* a tenu ses lecteurs au courant des rencontres industrielles qui se tiennent régulièrement au centre asiatique du Réarmement moral à Panchgani, non loin de Bombay. Ces rencontres ont eu récemment un prolongement dans plusieurs régions de l'Inde.

A Walchandnagar (130 kilomètres de Poona) où se trouve un complexe industriel important (voir l'interview de M. et M^{me} Barrier dans notre numéro de juillet) un stage de formation a été organisé pour une quarantaine de personnes appartenant à toutes les catégories sociales du groupe. Des cadres supérieurs ont dit avec beaucoup de franchise les changements qui sont intervenus dans leur comportement après leur séjour à Panchgani.

Un autre séminaire a eu lieu à Nellikuppam, à 150 kilomètres de Madras, à l'initiative de syndicalistes. Enfin à Bombay, des réunions régulières sont organisées par les ouvriers de la société textile Khatau Mills qui ont participé aux séminaires de Panchgani.

« Commandos » sud-américains

Au cours des derniers mois, des équipes du Réarmement moral en provenance de Rio de Janeiro ont rayonné dans plusieurs provinces du Brésil et dans d'autres pays du continent. Un groupe a ainsi parcouru

9000 kilomètres à travers sept Etats agricoles du Brésil. Un autre s'est rendu en Uruguay et en Argentine tandis qu'une troisième équipe visitait le Paraguay, le Chili, le Pérou et la Colombie. Enfin, un autre « commando » a sillonné le nord-est du Brésil.

Allo : nouveau central

Simplification, efficacité, communications plus rapides : tels sont quelques-uns des avantages procurés durant les rencontres de l'été à Caux par l'installation du nouveau central téléphonique. Près de 6000 kilomètres de câbles et fils ont dû être posés. De grands sacrifices ont permis l'acquisition du nouveau matériel. Il reste cependant 100 000 francs suisses à trouver pour compléter le financement de l'opération.

Phyllis Konstam

Depuis trente-cinq ans, l'actrice anglaise bien connue Phyllis Konstam s'est engagée corps et âme à créer un théâtre révolutionnaire qui reflète l'émergence d'un nouveau type d'homme et de société dans l'esprit du Réarmement moral. Ses efforts se sont



Phyllis Konstam.

concrétisés par la création de nombreuses pièces au Théâtre Westminster, à Caux et sur les cinq continents. La force, la sensibilité de ses interprétations comme la passion de ses interventions publiques ont inspiré des auteurs, des metteurs en scène et des comédiens à s'engager dans son sillage. Phyllis Konstam s'est éteinte le 20 août dans le Somerset, à 69 ans. Elle et son mari, le champion de tennis Bunny Austin, ont écrit ensemble un livre original, publié en anglais, sous le titre *A mixed Double* (Double mixte).

La romancière Daphné du Maurier écrit au sujet de Phyllis Konstam, dans le *Times* de Londres : « Après 40 ans de dévouement désintéressé à la cause du Réarmement moral, ... son humour bouillonnant ne l'a pas quittée. En fait, on peut dire qu'il aura été stimulé par sa ferveur religieuse. Parfois au grand embarras de ses pairs ... »

La télévision à Caux

Une équipe de la télévision suisse allemande a séjourné pendant plusieurs jours à Caux pour réaliser un documentaire qui sera diffusé le 1^{er} novembre à 21 h. 35 dans le programme intitulé *Spuren*.



La Suisseuse Rosmarie Dauwalder est l'une des opératrices du nouveau central de Caux.

Une caméra de la Télévision suisse allemande au travail pendant une réunion plénière à Caux.



Des métis du Cap à l'heure de la décision

Le récit qu'on va lire a été écrit au début de l'été. Nous l'avons soumis à un membre des mouvements de libération d'Afrique du Sud qui nous a dit, peu après les émeutes de la province du Cap : « Ce texte n'a rien perdu de sa valeur. Depuis quelque temps, les Blancs du Cap ont manifesté leur sympathie vis-à-vis des métis vivant parmi eux. Mais le gouvernement ne les écoute pas. » Voici donc le témoignage d'une famille métis, faisant face avec foi aux événements.



Seydoux

L'histoire de Somerset West, comme celle de toutes les vieilles colonies du Cap, remonte à plusieurs siècles. Dès le début, blancs et métis (ces derniers sont plus de deux millions en Afrique du Sud) ont construit la ville ensemble. Ils vivent pour la plupart dans des quartiers séparés, suivant en cela la politique du gouvernement.

Et pourtant, une commission a déposé ce printemps un rapport important sur les relations entre blancs et métis. Elle recommande des changements d'une grande portée pour l'avenir, soulignant que la loi sur la séparation des quartiers n'a fait qu'augmenter l'amertume des métis qui la trouvent inhumaine.

Somerset West est le point de mire de cette question. Malgré diverses déclarations d'intention, beaucoup de vieilles familles métisses, établies là depuis longtemps, ne croyaient pas vraiment que le gouvernement appliquerait la loi sans tenir compte du rapport de la commission. Cependant, au début de 1976, on délivra les avis de déplacement. Une des familles touchées est celle de Peter et Shirley Gordon. La famille Gordon habite la région depuis 1833 et son nom figure parmi les premiers propriétaires.

3000 Blancs prennent la défense des métis

Il y a six mois, ils ne se seraient jamais attendus à devenir en quelque sorte des héros nationaux. Dans un article d'une demi-page, l'*Argus*, du Cap, sous le titre « Une décision

par Peter Hannon

émouvante », écrit l'histoire de cette famille obligée de quitter la maison qu'elle avait habitée pendant dix-huit ans et la vaste propriété qu'elle possède depuis des générations.

« L'histoire des Gordon, poursuit le journal, pourrait se répéter pour la plupart des familles habitant Somerset West. C'est ce qui a motivé trois mille blancs de cette ville conservatrice à signer une pétition qui demandait pour leurs voisins de couleur l'autorisation de rester dans leurs demeures. »

Il est facile de laisser passer un fait comme celui-ci sans comprendre sa nature inhabituelle. J'ai demandé à Peter Gordon si une telle initiative s'était déjà vue de la part des Blancs. « Pas à ma connaissance, dit-il. Certainement cela fut une surprise totale pour Somerset West. Mais il est vrai que ce plan de déplacement trouble profondément la conscience des gens. C'est la première fois dans notre histoire que trois mille blancs ont entrepris une action en faveur de leurs voisins de couleur. »

Peter et ses collègues ne sont pas restés les bras croisés. « Quatre d'entre nous, raconte-t-il, qui animons un comité d'action sur la question, avons demandé à nous faire entendre par le gouvernement. A notre grande surprise, nous nous trouvons, peu de temps après, en face de deux ministres, du maire de Somerset West et du recteur de l'église réformée hollandaise de la ville. Il régnait là un état d'esprit que je n'aurais jamais cru trouver. Nous espérons mainte-

nant un changement réel bien que rien n'ait été officiellement annoncé. Bien des problèmes subsistent et nous prions pour qu'ils soient résolus. » Quelques jours après cette rencontre, *Die Burger*, le quotidien afrikaan le plus répandu, écrivait : « L'écart grandissant entre les blancs et les métis est préoccupant. L'inquiétude à propos du déplacement des métis de Somerset West s'étend de tous côtés. La question se pose de savoir si cela est réellement nécessaire. »

Le journal se référait aux déclarations faites par le gouvernement dans les années 60 concernant cette ville où vivent 9689 métis et 12 365 blancs. Le journal poursuit : « Aujourd'hui, les métis adoptent une position bien plus ferme qu'il y a dix ans ; ils veulent intervenir dans les décisions prises pour leur propre avenir. Ils sont convaincus d'avoir le droit de vivre à Somerset West tout comme les blancs. Ils ont bâti la ville ensemble et ils ont toujours vécu ici. Il y a par exemple la famille Gordon qui a donné son nom à la rue, à l'école secondaire et à la baie. Ils ont aidé au développement de leur ville et ils paient leurs impôts municipaux. »

« Nous faisons don de notre maison »

Problème politique et possibilité de « sur-sis » mis à part, le reporter de l'*Argus* a été particulièrement intéressé par un angle complètement inattendu de l'histoire des Gordon : « Si malgré tout, peut-on lire, le gouvernement maintient son projet de démé-

nagement massif, Shirley et son mari Peter Gordon, qui est le directeur-adjoint d'une école primaire locale, ont prévu leur plan d'action : *Nous donnerons notre maison, dit Shirley. Nous ne voulons pas que l'esprit de dispute et d'amertume grandisse encore. Nous préférons donner notre maison à des gens qui l'aimeront et l'apprécieront autant que nous.*

» Si les Gordon doivent déménager, poursuit l'Argus, ils feront don de leur maison au Réarmement moral, lui permettant ainsi de fonder un centre à Somerset West. *Nous y sommes fermement décidés*, déclare Shirley.

Neuf mois plus tôt, Peter et Shirley avaient rencontré des personnes travaillant pour le Réarmement moral en Afrique du Sud : un ancien ministre australien, des jeunes Rhodésiens noirs et blancs, des jeunes Européens et un pasteur de l'Eglise réformée hollandaise.

Une lumière neuve a commencé à éclairer la situation des Gordon. M. Gordon déclare : « J'étais rempli de préjugés et je classais les gens par catégories. Maintenant j'ai quelque chose à dire parce que nous avons commencé à changer nous-mêmes. » M^{me} Gordon ajoute : « Il y a toujours des attitudes et des soucis que je ne domine pas, mais désormais j'ai de l'espoir pour l'avenir. »

« J'espère que vous me pardonneriez »

Un fait les a profondément émus, qui n'a rien à voir avec le problème racial. Il concerne leur fille Gillian. En décembre dernier, elle finissait sa scolarité. Fille vive et intelligente, elle n'obtenait cependant pas de bons résultats et n'avait aucun échange réel avec ses parents. Elle voulait être médecin dans les bantoustans mais ses résultats de mathématiques lui fermaient cette porte.

Les Gordon firent la connaissance d'une Suédoise et de ses parents qui travaillaient pour le Réarmement moral. Impressionnés par l'esprit de cette famille, ils se dirent qu'elle pourrait aider leur fille. Ils prirent la décision audacieuse d'envoyer Gillian en Europe et de la leur confier.

Un mois plus tard, Gillian leur écrivit une lettre qui devint rapidement un sujet de conversation à Somerset West. Les parents de Gillian l'avaient en effet montrée à tout le monde.

Chers papa et maman,

Je sais que je vous ai causé beaucoup de soucis et de souffrances, en particulier cette année, et je le regrette vraiment. J'espère que

vous me pardonnez. Ici j'ai pu réfléchir à ma destinée et j'ai découvert que ma vie a été totalement vide. Egoïste, je voulais tout pour moi-même sans me préoccuper de ce qui se passait dans le monde ou même chez ceux qui m'entouraient... Je sens qu'il faut que je donne ma vie à Dieu et que je fasse ce qu'Il veut parce qu'Il a un plan pour chacun... cela pour être capable de ressentir les souffrances des autres et donner tout ce que je peux.

J'ai pensé à ma timidité et je me suis rendu compte que j'avais peur de dire ce que je pensais parce que j'avais peur de ce que les gens diraient. J'ai donc décidé de mettre ma vie sous le regard de Dieu pour devenir une personne responsable.

Merci pour tout ce que vous avez fait pour moi,
Gillian.

« Ne désertez pas ! »

Quand M. et M^{me} Gordon reçurent l'ordre de déménager, ils songèrent à émigrer outre-mer. Gillian écrivit à nouveau : « Ne soyez pas déserteurs en quittant l'Afrique. »

Le soir où l'article a paru dans l'Argus annonçant la décision des Gordon de donner leur maison s'ils devaient déménager, je leur ai téléphoné. Ils m'ont dit : « A partir du moment où nous avons décidé de confier l'avenir de notre maison à Dieu, toute tension et amertume nous ont quittés. »

Naturellement, tout le monde espère qu'ils pourront rester, les voisins blancs de leur rue leur ont répété qu'ils le voulaient. Cela a

surpris Peter Gordon, car parfois ils avaient des disputes à propos de choses futiles, d'un chien par exemple. Alors Peter aurait pu frapper, être impoli, mais il se retenait.

Déjà les Gordon utilisent leur maison de façon inattendue. Récemment leur vaste salon était rempli d'étudiants blancs de l'Université de Stellenbosch venus rencontrer deux Rhodésiens, Alec Smith, le fils du premier ministre, et un pasteur noir, M. Kanodereka. On peut dire sans se tromper que c'était une nouveauté pour les Blancs d'être les hôtes de métis.

Peter et le pasteur de sa paroisse invitèrent M. Kanodereka à parler dans leur église de Somerset West. Ce fut une soirée inoubliable. Des Blancs et des Noirs s'étaient joints aux métis et l'église était pleine. Les chants avaient une qualité étonnante. M. Kanodereka parla le premier, puis il demanda à Alec Smith de raconter comment il avait changé et trouvé un nouveau but à son existence. A l'étonnement de tous, il demanda au pasteur de l'église réformée hollandaise de dire la prière finale. Le pasteur de la paroisse me déclara plus tard : « Vous ne pouvez imaginer ce qu'une telle soirée a fait pour Somerset West. » La semaine avait été dure, les négociations officielles difficiles et les esprits étaient au plus bas. Pendant cette semaine aussi, plusieurs métis avaient voulu assister à la messe de sépulture d'un Blanc que beaucoup avaient connu, mais ils en avaient été empêchés. Ces choses marquent profondément les cœurs. On sentait pourtant ce soir-là le courant purificateur de la foi et la puissance de Dieu qui transcendent les situations les plus difficiles.

Un professeur noir d'Afrique du Sud évoque les émeutes de Soweto

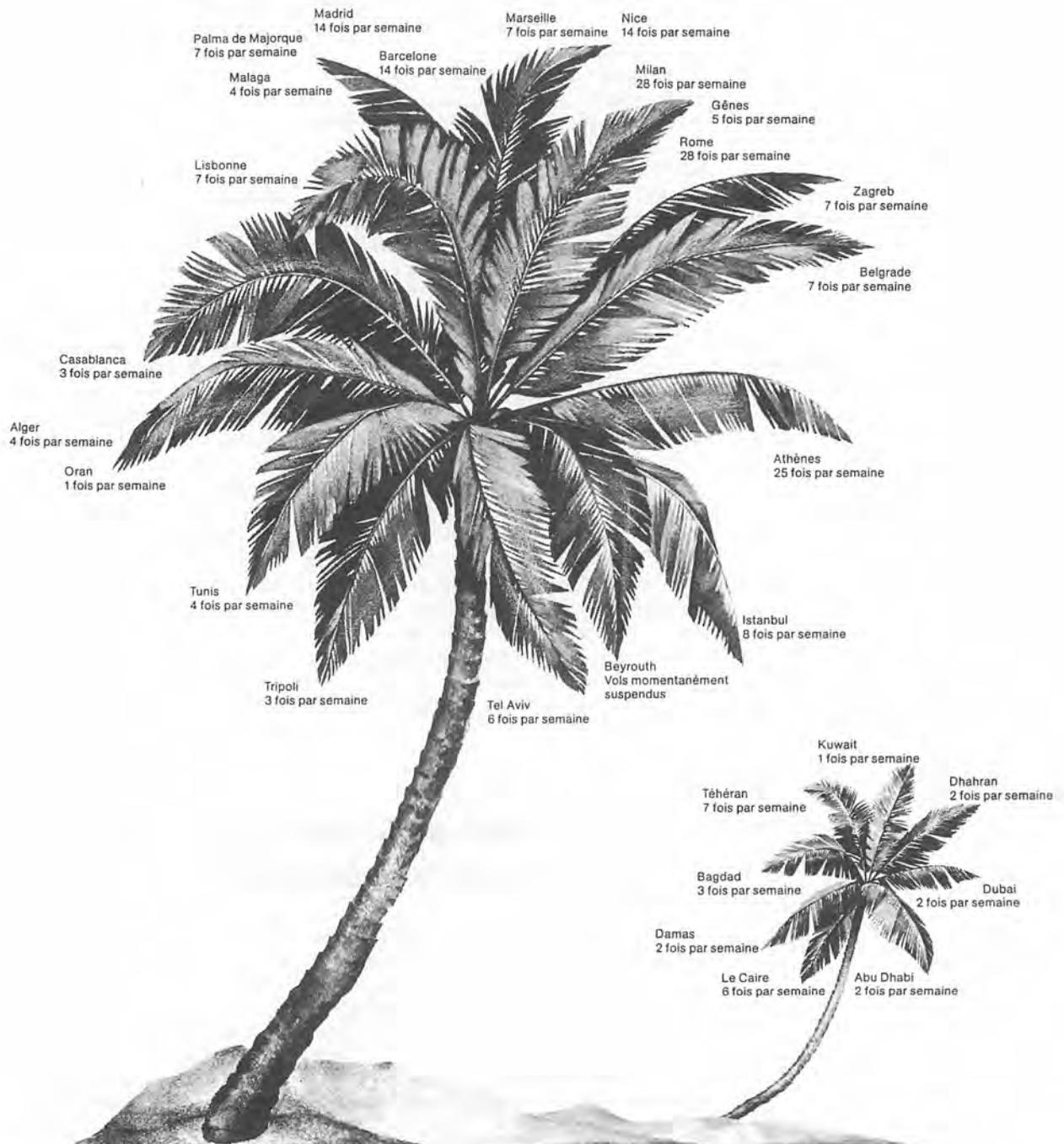
« Si les autorités avaient manifesté des signes de regret après la mort des enfants noirs tués par la police à Soweto, au lieu de chercher à justifier leur action de répression, il y aurait eu bien moins d'amertume dans le cœur des Noirs », a souligné à Caux M. Cornelius Marivate, professeur de langues africaines à l'Université d'Afrique du Sud de Pretoria.

« Quand des hommes amers sont confrontés à des hommes qui ont peur, ces derniers ont la gâchette facile et c'est la catastrophe. Les Noirs d'Afrique s'enfoncent dans leur amertume et les Blancs dans leur peur. Le prix de la paix, et la seule façon de cons-

truire des ponts entre les races, c'est de faire face aux erreurs commises et de les réparer. »

A sa suite, un pasteur de l'Eglise réformée hollandaise a rendu hommage à M. Marivate et à ses collègues qui, « malgré la façon dont nous les avons traités se sont tournés vers Dieu, ont dit non à la violence et nous donnent l'occasion de reconnaître la profondeur de notre orgueil et de notre peur. A cause de notre arrogance, de notre attitude de supériorité — nous avons cru être les maîtres et avons considéré les Noirs comme des serviteurs — c'est nous qui sommes la cause de tant de divisions et de violences. »

29 voyages d'affaires dans le Sud.



Pour franchir les Alpes, pour voler à la rencontre de vos affaires, voyez quel impressionnant éventail de possibilités Swissair vous propose.

En quelques heures, vous atteindrez, dans les conditions de confort et de commodité que l'on connaît, l'une des 29 destinations autour de la Méditerranée et au Proche-Orient où précisément vous avez à faire.

Depuis cette année, Swissair dessert trois villes de plus: Dubai, Kuwait et Oran.

C'est maintenant la saison des voyages d'affaires dans le Sud. Renseignez-vous sur l'une ou l'autre des 29 possibilités que Swissair vous offre.

Swissair et votre agence de voyages IATA se feront un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

